



## Berlin Eco

NUMERO 5

© DG Trésor

28 mars 2019

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Principalement en raison de la dégradation des conditions du commerce international, duquel l'économie allemande est fortement dépendante, **plusieurs organismes revoient leur estimation de croissance du PIB allemand pour 2019 à la baisse**. L'[OCDE](#) s'attend à un taux de croissance de +0,7%, (-0,9 point par rapport à sa dernière estimation), tandis que l'institut munichois [ifo](#) annonce même +0,6% (-0,5 point). Le [DIW Berlin](#) et l'[IfW Kiel](#) tablent tous deux sur +1,0% (respectivement -0,6 et -0,8 point), le [RWI Essen](#) sur +0,9% (-0,5 point). L'estimation la plus pessimiste est celle de l'[IWH](#) : +0,5% (-0,9 point).

#### POLITIQUE BUDGETAIRE

**Le budget 2020 et le projet budgétaire à moyen terme (2023), validés en conseil des ministres, respecteront le frein à la dette.** Le budget 2020 prévoit des dépenses de 362,6 Md€ (contre 356,4 Md€ en 2019) et des recettes de 328,6 Md€ (+3,1 Md€ par rapport à 2019). 158,3 Md€ devraient être consacrés aux investissements d'ici 2023 (infrastructure numérique, logements sociaux, transports, R&D). Le débat s'annonce difficile au sein de la coalition en ce qui concerne les dépenses de défense qui remonteraient légèrement (1,37% du PIB), pour retomber ensuite à 1,25%. **Le ministre des Finances Olaf Scholz prévoit par ailleurs de baisser les transferts d'argent aux Länder pour la prise en charge des réfugiés.** A partir de 2020, le Bund ne leur verserait plus qu'une somme forfaitaire de 16 000 € par réfugié sur une période de 5 ans, ce qui ferait passer de 5 à 1,2 Md€ le montant annuel que le Bund versera aux Länder.

Selon une étude de l'[IW Köln](#), **il manquerait 105 Md€ au Bund jusqu'en 2022.** Ce manque de financement serait dû aux coûts engendrés par la réforme du système de retraite en cours de discussion au sein de la coalition, aux dépenses de défense en hausse et aux transferts nets provoqués par le Brexit.

Insignifiante pour la planification budgétaire de l'Etat, **le Bund cessera son émission de titres journaliers (*Tagesanleihen*) à destination des particuliers à la fin de l'année.** Les instituts financiers privés avaient fortement critiqué cette offre, constituant selon eux une concurrence déloyale.

#### POLITIQUES SOCIALES

Les **coûts salariaux** horaires dans le secteur marchand ont progressé de 2,3% en 2018, après une hausse de 2,7% en 2017 (données de [Destatis](#) corrigées des jours ouvrés). La progression des salaires (bruts) était de 2,4% (proche de celle de 2017 avec +2,5%), tandis que les charges salariales ont augmenté moins fortement qu'en 2017 (+2,0%, contre +3,5%).

Selon les données définitives de [Destatis](#), les **salaires** nominaux (bruts) ont augmenté de 3,1% en 2018 (après 2,5% en 2017), avec une hausse plus marquée dans les Länder à l'est (+3,6%, contre +3,0% à



l'ouest). La progression des salaires réels (bruts) a atteint 1,3% en 2018 (après +1,0% en 2017 ; chiffres révisés à la hausse, cf. Berlin éco n°3).

**L'écart de revenu salarial entre les hommes et les femmes** est de 21% en 2018, les femmes percevant en moyenne une rémunération salariale horaire (brute) de 17,09€ et les hommes de 21,60€. Cet écart s'explique en grande partie par le fait que les femmes travaillent plus souvent dans des métiers ou des branches d'activité à moindre rémunération ; à cela s'ajoute une part plus importante de femmes ayant un temps partiel ou une activité marginale (dite mini-job). Corrigé de ces effets, l'écart de revenu salarial entre les hommes et les femmes s'établit à 6% (source : [Destatis](#)).

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

**L'insurtech allemande Wefox** (qui comprend une plateforme de courtiers et un assureur, One, chiffre d'affaires de 40 M€ en 2018) a réussi à lever un volume record de fonds, à savoir 110 M€, majoritairement auprès du fonds souverain émirati Mubadala, mais aussi auprès de Goldman Sachs et du Chinois Creditease. La startup souhaite étendre son activité en France et aux Pays-Bas, ainsi qu'en Asie (Japon, Corée du Sud et Chine). En 2018, la levée de fonds d'insurtechs allemandes a atteint 153 M€ (données *Finanzchef24*).

Selon les données de la Bundesbank, le **taux d'épargne bancaire net des ménages allemands** demeure fin 2018 à un niveau élevé (10,9%).

### REGULATION FINANCIERE

La commission des secrétaires d'Etat pour un développement durable, conduite par Helge Braun, directeur de la chancellerie fédérale, a décidé fin février de mettre en place une stratégie en faveur des finances durables, en coopération avec les ministères des finances et de l'environnement. Un conseil « **Sustainable Finance** » a été constitué afin d'organiser un dialogue entre les secteurs financier, économique, la société civile et des scientifiques en vue du développement d'une véritable place financière verte en Allemagne.

Dans sa [réponse à une question de parlementaires de la fraction FDP](#), le gouvernement allemand confirme sa volonté de renforcer la **régulation des conseillers en investissement financier**. Ceux-ci sont actuellement supervisés régionalement par les chambres du commerce et de l'industrie. L'objectif du gouvernement est de renforcer l'homogénéité de la régulation en la confiant au superviseur national, la BAFIN, conformément à ce qui était prévu dans l'accord de coalition.

Selon le rapport 2017 de l'Autorité bancaire européenne, 390 **rémunérations variables de plus d'un million d'euros** ont été versées, dans le secteur bancaire, en Allemagne, soit 54% de plus que l'année précédente. Il n'y avait pas eu de versement de bonus en 2016 chez Deutsche Bank. Par ailleurs, Oliver Bäte, PDG d'Allianz, a perçu plus de 10 millions d'euros en 2018.

Felix Hufeld, président de la BAFIN, a été auditionné le 20 mars 2019 par la commission des finances du Bundestag au sujet du **scandale cum-ex** tandis qu'Elisabeth Roegele, vice-présidente de la BAFIN était directrice juridique de la Dekabank au moment de la survenance du **scandale cum-ex**.

### BANQUES ET ASSURANCES

Le Conseil des Sages est fermement opposé à la **fusion de Deutsche Bank et Commerzbank** souhaitée par le ministère des Finances, notamment parce que l'objectif d'une baisse des coûts de refinancement impliquerait un renforcement de la garantie de l'Etat. Il demande au gouvernement de ne pas inverser le processus de consolidation bancaire en subventionnant les banques. La Commission des monopoles,



organe de conseil du gouvernement, estime que les autorités de la concurrence autoriseraient une fusion des deux banques mais que celle-ci constituerait un risque systémique. Deutsche Bank a distribué 1,9 Md€ de boni au titre de l'année 2018 (contre 2,3 Md€ au titre de 2017) ; la fusion pourrait provoquer jusqu'à 30 000 suppressions d'emplois dans les deux banques.

Les 384 **caisses d'épargne** (-6 par rapport à fin 2017) affichent un résultat avant impôts identique à celui de l'an passé (5,0 Md€ -normes *HGB*-). La hausse du produit net des commissions et la baisse des provisions ont compensé le recul du produit net d'intérêts. Les coûts totaux sont restés stables en dépit de suppressions d'emplois (-3%). Le volume des crédits a augmenté de 3,7% (+5,5% en ce qui concerne les entreprises). Helmut Schleweis, le chef de la fédération des caisses d'épargne, a déclaré avoir pour objectif un système dans lequel une seule grande Landesbank ferait office de banque centrale : elle serait la propriété exclusive des caisses d'épargne, ce qui permettrait de sortir d'une gouvernance politisée du fait de la présence des Länder.

Les 875 **banques mutualistes** (-40 banques par rapport à fin 2017) enregistrent, en 2018, un résultat avant impôts en baisse par rapport à 2017 (6,4 Md€ contre 7,3 Md€ en normes *HGB*) en raison de dépréciations et provisions plus importantes. Le produit net d'intérêts et de commissions a, en revanche, progressé. Le volume des crédits a augmenté de 5,7% en 2018 (encours de 590 Md€).

Le résultat annuel avant impôts de **BayernLB** a augmenté de 33% en 2018 (869 M€ contre 652 M€), en raison de la hausse du produit net d'intérêts mais aussi de la liquidation de provisions pour risques et d'une cession. La banque reverse 175 M€ à ses sociétaires (Land de Bavière à 75% et caisses d'épargne bavaroises à 25%). **Helaba**, qui appartient majoritairement aux caisses d'épargne et sert de banque centrale à environ 40% d'entre elles, enregistre, en 2018, un résultat avant impôts stable en comparaison annuelle (443 M€ contre 447 M€ en 2017). **LBBW**, la plus grande des Landesbanken en taille de bilan (241 Md€), affiche un résultat avant impôts en hausse en 2018 (558 M€ contre 515 M€ en 2017) du fait, entre autres, d'une réduction des coûts. La banque a promis un dividende de 250 M€ à ses sociétaires (caisses d'épargne et Land du Bade-Wurtemberg, ville de Stuttgart).

Selon Barkow Consulting, le nombre d'établissements de crédit aurait reculé en 2018, mais moins fortement qu'en 2017 (-2,9% contre -4,7%). Certaines banques internationales ont en effet transféré, l'an passé, leur activité de Londres à Francfort, ce qui a fait progresser le nombre de **banques étrangères en Allemagne** de 141 à 146.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit,  
Laurence Rambert et Catherine Rozan  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 28 mars 2019